

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-Le-Saunier

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE DES FRATTES ET TRAVAUX PUBLICS

1 route des Jourats
39150 Saint-Laurent-En-Grandvaux

Références : EB/MB/2025/L_291
Code AIOT : 0012100167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement CARRIÈRE DES FRATTES ET TRAVAUX PUBLICS implanté Lieu-dit Les Frattes 39150 Saint-Laurent-en-Grandvaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale généralisée "Biodiversité en éolien ou en carrières", en lien avec la déclinaison régionale de la stratégie nationale de biodiversité (SNB 2030). La visite fait également suite à la dernière inspection en 2024 où de nombreuses non-conformités avaient été relevées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRE DES FRATTES ET TRAVAUX PUBLICS
- Lieu-dit Les Frattes 39150 Saint-Laurent-en-Grandvaux
- Code AIOT : 0012100167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS CARRIERES DES FRATTES est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-en-Grandvaux une carrière de roches massives calcaires par l'arrêté préfectoral n° AP-2016-05-DREAL du 24 mars 2016. La société est également autorisée à déroger à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées par l'arrêté n° BEP-16-110 du 10 mars 2016. Enfin, la société est autorisée à défricher une surface définie par l'arrêté n° 2016-02-16-1 du 17 février 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 30	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Mesures d'évitement et de réduction	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.1 & 4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées lors de la dernière inspection sont persistantes. L'exploitant n'a pas transmis les éléments permettant de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté "dérogations espèces protégées" n° BEP-16-110 du 10 mars 2016.

Ainsi, il est proposé au préfet du Jura de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions relatives au respect des mesures éviter, réduire, compenser et des conditions de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2016, article 30
Thème(s) : Actions régionales, Biodiversité en carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>30.1 - Remblaiement et végétalisation</p> <p>L'utilisation d'environ 33 750 m³ de stériles et des 5 350 m³ de terre de découverte doit permettre un remblaiement des fronts avec une pente de 1/1.</p> <p>Le remblaiement et le reboisement avec les arbustes (prévus à l'article 14) et concernant les arbres de haut-jet : hêtre et sapin pectiné débutent par la partie Sud du carreau en remontant vers le Nord à l'avancement de chaque phase.</p> <p>[...]</p>
Précédents constats du 16/07/2024 : <p>Sur la carte présentant la remise en état du site (figure 12 du dossier de demande de dérogation), il est précisé que la constitution de talus reboisés au nord de la carrière sera réalisée en « 6 phases coordonnées à l'extraction ». L'exploitant précise oralement que cette action est effectivement réalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction sans que soit fixée d'échéance ou d'objectif. De plus, à l'évocation de plantations sur ce talus, l'exploitant précise qu'aucune action n'a été menée jusque-là. Par ailleurs, l'exploitant précise que le volume de stériles pourrait être insuffisant pour réaliser l'ensemble de la mesure à terme.</p> <p>NON CONFORMITÉ : La remise en état reste en l'état difficile à contrôler en l'absence d'échéancier spécifique à l'avancement de cette action (remblaiement, plantation).</p> <p>L'exploitant a transmis un échéancier de l'ONF par mail du 29/08/24 prévoyant à chaque date « alerte » (notamment au 1^{er} septembre 2021) une « prévision de la remise en état de la 1ère tranche ». Néanmoins, le document ne précise pas ce que représente cette action et si un point d'étape a bien eu lieu.</p>
Constats du 13/05/25 : <p>Lors de l'échange en salle après rappel des constats précédents, l'exploitant précise que des plantations ont été réalisées quelques semaines avant la visite d'inspection afin de boiser le talus. Lors de la visite de la carrière, il est constaté que des plantations ont effectivement été réalisées, mais elles se situent sur le côté extérieur de la carrière au niveau du front ouest.</p> <p>La figure 12 annexée à l'arrêté, couplée à un schéma en coupe, montre bien que le talus du côté de la carrière doit faire l'objet de plantations sur les remblais, ce qui n'est pas le cas à ce jour, compte tenu de l'apport de stériles encore prévu sur ce secteur.</p> <p>Si les plantations peuvent effectivement répondre à d'autres exigences, elles ne contribuent pas à la présente prescription relative à la dérogation dite « espèces protégées ».</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant réaffirme l'incertitude de disposer d'un volume suffisant de stériles pour</p>

être en mesure de mener à son terme la remise en état tel que prévue dans son dossier initial, sans apporter de nouveau élément par rapport à la visite précédente. Il est rappelé à l'exploitant qu'il a la possibilité de formuler des demandes argumentées de modification de la remise en état pour tenir compte des évolutions, mais qu'en l'état, c'est la remise en état telle que présentée par l'exploitant en 2016 qui est attendue et contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est à nouveau demandé à l'exploitant de fournir un échéancier précisant l'avancement du remblaiement du talus nord-ouest et des plantations en fonction des différentes phases d'exploitation de la carrière. Cet échéancier sera accompagné d'une carte du phasage de la remise en état, qu'il sera possible de la comparer avec la carte présentant le phasage exploitation. Dans le cas où la remise en état prévu dans le dossier initial n'est pas viable, l'exploitant apportera un dossier argumenté permettant de solliciter une modification du projet de remise en état. L'exploitant doit notamment fournir un bilan des volumes des stériles produits et utilisés depuis le début de l'exploitation (2016) dans le cadre de la remise en état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures d'évitement et de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.1 & 4.2

Thème(s) : Actions régionales, Biodiversité en carrières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Article 4.1 : Mesures d'évitement

Les mesures d'évitement listées ci-après, sont précisées dans le dossier de demande de dérogation déposé par le bénéficiaire en novembre 2013 et sont rappelées en annexe à cette décision. Elles portent sur les travaux de déboisement et de défrichement qui seront réalisées progressivement (année 1, 6, 11, 21 et 26) à la période la moins défavorable pour la faune, soit sur la période du 1^{er} septembre au 15 mars, et après vérification par un écologue spécialiste de l'absence de chauves-souris ou d'oiseux dans des cavités d'arbres-gîtes potentiels.

Article 4.2 : Mesures de réduction

Elles portent sur le maintien de la haie et la bande boisée au sud-ouest de la carrière qui seront renforcées par la plantation d'arbustes dès la première année d'autorisation.

Annexe de l'AP :

- Phasage de défrichement :

Cette mesure est destinée à atténuer l'effet d'une coupe trop vaste sur l'intégralité de la superficie d'implantation. La réalisation de l'extraction en 6 phases permet de calquer l'abattage et le dessouchage des arbres sur ce planning. Ainsi, la flore et la faune verront leur biotope supprimé de manière progressive, par tranche d'environ 1/2 à 1 ha. Les espèces liées aux boisements pourront exploiter leur ressource pendant encore 5 à 30 années au maximum.

Phase 1 = année n

Phase 2 = année n+5

Phase 3 = année n+10

Phase 4 = année n+15

[...]

- Maintien de lisières, de bandes boisées et de haies :

[...] La haie et la bande boisée au sud-ouest de la carrière seront maintenues et renforcées par la plantation d'arbustes dès la première année d'autorisation.

Pour les plantations, des essences locales seront essentiellement utilisées. [...]

Les plantations seront réalisées en quinconce, dans la mesure du possible compte tenu qu'il s'agit d'un renforcement arbustif.

Une bande boisée tampon de 10 mètres sera conservée autour du périmètre d'extension de la carrière. Cette mesure, en concertation avec l'ONF, permettra de limiter l'effet lié à la perte de sol, au déficit hydrique ou les effets du vent sur la forêt proche (mis en îlot de vieillissement - mesure compensatoire, cf. plus loin).

Précédents constats du 16/07/2024 :

- **Mesures liées aux travaux de défrichement**

L'exploitant précise que la phase 1 d'exploitation a pris un peu de retard, mais que le défrichement lié à la phase 2 a été réalisé en 2021.

L'exploitant n'a cependant pas pu préciser lors de la visite la surface exacte défrichée.

Concernant la période d'intervention, il indique que les travaux ont été réalisés en septembre/octobre sans avoir les dates précises.

À la demande de la réalisation préalable d'un écologue sur site avant défrichement (expertise réalisée en 2016 par Sciences Environnement), l'exploitant renvoie vers le rapport de suivi faunistique 2021. Or, ce rapport relève des mesures de suivis et pas de la mesure de réduction évoquée. Le rapport le précise d'ailleurs clairement en page 40 dans l'encadré vert. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si un rapport a été produit en amont du défrichement de la phase 2 comme le prévoit l'AP.

Suite au contrôle, l'exploitant a repris contact avec l'ONF et a transmis par mail du 29/08/24 un rapport de défrichement correspondant à la phase 2. Il est constaté que le rapport est daté du 29/08/24 et apporte différentes informations :

- les travaux ont eu lieu entre le 25/10 au 10/11/2021, période qui correspond à l'AP de dérogation ;
- la surface défrichée en 2021 est de 0,38 ha, tandis que l'AP prévoyait une surface de 0,7296 ha. Cette différence de surface n'est pas expliquée ni dans le rapport ni par l'exploitant, alors que la surface d'exploitation de la phase 2 reste la même.

NON CONFORMITÉ : le rapport n'apporte pas de nouveaux éléments sur le passage préalable ou non d'un écologue en amont des travaux. Il n'est donc pas possible d'évaluer l'impact de ce défrichement sur les éventuels habitats de chiroptères qui pouvaient être présents sur cette zone. Enfin, la localisation des passages des engins motorisés n'est pas précisé. Le respect de ces points de l'AP n'est donc pas vérifiable en l'état.

- **Maintien d'une bande boisée et des haies au sud-ouest de la carrière, plantation dès la première année et maintien d'une bande boisée tampon de 10 m autour de l'extension de la carrière**

Le rapport de suivi 2021 conclut en page 42 qu'« une partie de cette mesure prescrite dans l'AP d'exploitation et l'AP de dérogation a été respectée ». Le rapport ne précise cependant pas ce qui n'a pas été réalisé et ne formule pas de recommandation pour rendre effective cette mesure et donc respecter l'AP.

L'exploitant n'a pas apporté d'éléments complémentaires sur ce point. Cela conduit nos services à

formuler les deux points suivants :

- Nécessité d'avoir des rapports de suivis complets (comme détaillés dans le dossier de DDEP et l'AP), détaillés et conclusifs.
- Conclusion qui conduit à considérer la mesure comme non effective dans son intégralité (sans pouvoir préciser laquelle faute d'éléments).

Concernant le maintien d'une bande tampon de 10 m autour de l'extension de la carrière, des marquages blancs sont présents autour de la carrière au niveau des arbres situés en limite externe de la carrière. Le défrichement réalisé a bien maintenu une bande boisée depuis cette limite.

Néanmoins, à l'occasion de la visite au sein de la carrière, nous constatons qu'un secteur est constitué de milieux ouverts herbacés correspondant à un chemin utilisé par un agriculteur dans l'attente de l'extension de la carrière.

Il est demandé à l'exploitant la localisation des haies et boisements concernés par un renforcement par plantations : l'exploitant évoque plusieurs secteurs situés à l'ouest avant de présenter une cartographie émanant du bureau d'études Sciences environnement. La carte présentée n'a néanmoins pas de légende complète et ne permet pas de vérifier la traduction spatiale de la mesure.

Lors de la visite au sein de la carrière, il est constaté qu'une haie a été maintenue sur toute la bordure ouest de la carrière. Il n'a pas été possible de vérifier la réalisation de plantations sur ce secteur compte tenu de l'ancienneté des travaux qui ont dû avoir lieu en 2017 (d'après un courrier d'engagement d'exploitant daté du 14 décembre 2016 retrouvé par nos services suite à l'inspection).

Sur la carte présentée par l'exploitant datant de décembre 2016, un secteur est identifié en jaune (merlon sud) et semble correspondre à un secteur qui devait être planté au regard de la carte provisoire légendée transmise par mail du 16 novembre 2016 de la part de Sciences Environnement. L'exploitant a néanmoins précisé que les plantations concernaient davantage les haies à l'ouest.

L'exploitant n'a pas pu préciser l'historique de ces échanges et a ensuite expliqué lors de la visite de la carrière qu'une transplantation de petits résineux avaient été réalisés sur le merlon sud lors de la première phase de défrichement, mais que les pieds sont en grande partie morts depuis 2/3 ans. L'exploitant précise que cette transplantation a été réalisée directement par le carrier et qu'il n'y a pas de trace écrite. Sur le terrain, il est constaté que quelques individus de résineux d'environ 1m de hauteur au sommet d'un merlon. Il n'est pas possible de vérifier sur site s'il s'agit de plantations ou de régénération naturelle. Dans tous les cas, le linéaire ne présente actuellement pas de haie et l'exploitant n'a pas précisé l'objectif qui était poursuivi avec la transplantation de ces résineux.

NON CONFORMITÉ compte tenu de ces différentes incertitudes liées aux plantations.

Constats du 13/05/2025 :

- **Mesures liées aux travaux de défrichement**

Lors des échanges en salle après rappel des constats précédents, l'exploitant accompagné de l'ONF (Office national des forêts) apporte des précisions.

Oralement, l'ONF précise que la différence de surface défrichée par l'ONF en 2021 par rapport à la surface prévue de 0,7296 ha pour la phase 2 d'exploitation s'explique par la présence d'une prairie sur l'emprise. Il est demandé que ce type d'information soit intégré aux prochains rapports pour gagner en précision.

Oralement, l'ONF précise que les engins de chantier ont utilisé uniquement le chemin et l'emprise exploitée de la carrière, limitant ainsi les impacts au niveau des sols, en cohérence avec la

prescription détaillée en annexe de l'arrêté du 10 mars 2016 (mesures de réduction - desserte forestière).

Faute de retour préalable à la visite, l'exploitant est questionné à nouveau sur le passage préalable ou non d'un écologue en amont du défrichement en 2021, mais il apparaît que le bureau d'études n'a pas été contacté par l'exploitant. L'ONF a toutefois réalisé un passage en amont de l'intervention et aurait transmis des informations par message électronique à la DREAL à ce sujet. Néanmoins, la DREAL n'a pas connaissance de ce message, élément qui n'a pas été transmis par ailleurs à la suite de la visite d'inspection.

En l'état, il ne peut être que constaté un manquement aux prescriptions, sans possibilité de rectifier celui-ci a posteriori.

- **Maintien d'une bande boisée et des haies au sud-ouest de la carrière, plantation dès la première année et maintien d'une bande boisée tampon de 10 m autour de l'extension de la carrière**

L'exploitant n'a pas fourni la carte localisant la bande tampon boisée de 10 m autour de l'extension de la carrière, faisant apparaître le détail des secteurs boisés ou non pour rendre compte des réalités du terrain.

Concernant les haies, l'exploitant explique avoir transmis des documents, mais qui ne sont pas parvenus jusqu'à la DREAL. Il est présenté des factures, transmises par message électronique à la suite de la visite. Ces factures datent de 2017 et 2018 et font état d'un ensemencement et de l'achat de végétaux dont les essences sont locales. Ces documents ne permettent néanmoins pas de vérifier où cette végétalisation a été réalisée, mais la date des factures est cohérente avec la prescription d'une plantation dès la première année d'exploitation.

Il est demandé à l'exploitant s'il a réactualisé la carte de décembre 2016 dans une version légendée, accompagnée des échanges ayant conduit à cette traduction spatiale de la mesure de plantation/renforcement de haies. Ce travail n'a pas été réalisé et la spatialisation de la mesure de plantation reste incertaine. La DREAL a transmis après la visite d'inspection une partie des messages électroniques d'échanges entre l'exploitant et le bureau d'étude datant de 2016 afin d'aider l'exploitant à retrouver l'origine de la carte de 2016.

Par ailleurs, l'exploitant présente de nouvelles plantations réalisés au niveau de la bordure est de la carrière. Néanmoins, ces plantations n'apparaissent correspondre à aucun élément cartographique. Cela renforce la nécessité d'avoir une carte mise à jour pour clarifier les plantations qui étaient attendues et éviter de revenir sur ce sujet lors des prochaines inspections.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments concernant le passage préalable de l'ONF en amont du défrichement réalisé en 2021 (échanges de messages électroniques, demande auprès de la DREAL...).

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du passage d'un écologue en amont de la prochaine opération de défrichement.

Il est à nouveau demandé à l'exploitant la transmission d'une carte précise localisant la bande tampon boisée de 10 m autour de l'extension de la carrière, faisant apparaître le détail des secteurs boisés ou non pour rendre compte des réalités du terrain (matérialiser la présence de prairie notamment).

Concernant les haies, l'exploitant fournira également la carte de décembre 2016 dans une version légendée, accompagnée des échanges ayant conduit à cette traduction spatiale de la mesure de

plantation/renforcement de haies, afin de clarifier les secteurs effectivement concernés par une plantation au titre de l'arrêté du 10/03/2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.4
Thème(s) : Actions régionales, Biodiversité en carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Les mesures de compensation listées ci-après, sont précitées dans le dossier déposé par le bénéficiaire en novembre 2023 et sont rappelées en annexe à cette décision. Du fait de la connaissance du territoire, le bénéficiaire s'engage à contribuer à la mise en place des mesures avec les gestionnaires et les collectivités concernées. Elles portent sur la mise en îlot de deux îlots de vieillissement de 1 et 2.50 ha sur 30 ans. Annexe de l'AP : Le pétitionnaire, en partenariat avec la mairie de Saint-Laurent-en-Grandvaux et l'ONF, ont convenu de la mise en place de deux îlots de vieillissement jouxtant la zone d'implantation. Ainsi, deux zones, de 1 ha et 2,5 ha, verront leur gestion sylvicole gelée durant les 30 années d'exploitation, dès la première année d'autorisation. Il s'agit de la parcelle 221 pour partie (section AS). Les boisements concernés par l'îlot de vieillissement sont partiellement soumis au régime forestier, il s'agit de la zone Nord.
Précédents constats du 16/07/2024 : L'exploitant n'est pas en mesure de préciser lors de l'échange l'existence ou non d'une convention entre l'exploitant et l'ONF et/ou la commune de Saint-Laurent en Grandvaux. Une convention tripartite, datée du 04/07/13, a néanmoins été retrouvée dans nos archives suite à l'inspection sur site. NON CONFORMITÉ : L'exploitant dispose du document de gestion de la forêt modifié comprenant la mise en place d'îlot de vieillissement. Une facture concernant la modification du document a également été présentée. Il n'a pas été possible d'identifier aisément au sein du document la surface spécifique liée à la carrière des Frattes.
Constats du 13/05/2025 : Lors de l'échange en salle, l'ONF précise que les 2 îlots de compensation prévus dans l'arrêté sont bien intégrés dans le document de gestion forestière. Le document de gestion a été transmis à la DREAL à la suite de la visite d'inspection. La convention tripartite transmise également à la suite de la visite évoque bien une surface totale de 3,5 ha en îlot de vieillissement. <u>La non-conformité est soldée.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2016, article 4.5
Thème(s) : Actions régionales, Biodiversité en carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les suivis feront l'objet d'un protocole à soumettre à validation du service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne Franche-Comté.</p> <p>Les objectifs de ce suivi sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels en fonction de l'objectif écologique fixé (amélioration, création ou renaturation d'habitats) ;• étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'infrastructure ;• établir un retour d'expérience sur ce type de restauration de milieux en faveur de la faune ;• réajuster certaines modalités de gestion ou renaturation afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure. <p>Ce suivi fera l'objet de compte-rendus, qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année du suivi au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL BFC.</p> <p>Chaque compte-rendu comprendra, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels devront également être fournis au format tableur informatique : le nom de l'opérateur, les noms scientifiques et vernaculaires de chaque espèce, le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection), la date de l'opération.</p> <p>Ces données seront intégrées dans les bases de données de la DREAL BFC.</p> <p>Annexe de l'AP : [...]</p> <p>La périodicité sera aux années n+1, n+3, n+5, n+10, n+15, n+20, n+25 et n+30 (soit deux ans après la remise en état. Le cas échéant, les mesures pourront être réajustées <i>in situ</i> afin de maintenir les populations d'espèces en bon état de conservation.</p>
Précédents constats du 16/07/2024 : <p>NON CONFORMITÉ : Le protocole à soumettre à validation de la DREAL n'a pas été porté à notre connaissance. À la lecture de l'AP sur ce point, l'exploitant présente un échéancier de l'ONF concernant les suivis (document qui a été également transmis par mail du 29/08/24). Néanmoins, le document ne précise pas dans le détail ce que recouvrent les différentes échéances listées et l'exploitant n'a pas pu préciser la part des suivis réalisés par l'ONF et la part réalisée par Sciences environnement (les deux structures ayant, semble-t-il, réalisé des rapports de suivis, la DREAL n'ayant connaissance que des suivis de Sciences Environnement en amont de la visite d'inspection).</p> <p>Parmi les objectifs des suivis, l'évaluation de la pertinence des mesures reste insatisfaisante en l'état, le rapport de 2021 se contentant de citer l'AP et de faire une conclusion sans expliciter les éléments qui ont été vérifiés et sans proposer de mesures correctrices lorsque les mesures ne sont pas pleinement effectives (comme en page 42 du rapport).</p>

<p>L'AP de dérogation et le dossier du pétitionnaire prévoyait un rapport de suivi à N+3 (soit en 2019). La DREAL n'a pas connaissance de ce suivi. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si ce rapport a été réalisé ou non.</p>
<p>Constats du 13/05/2025 :</p> <p>L'exploitant n'a pas apporté de nouvel élément concernant l'attente du protocole soumis à validation de la DREAL telle que prévu dans l'arrêté.</p> <p>Au sujet du rapport de suivi 2021, l'exploitant précise qu'il n'est pas en capacité d'identifier, à son niveau, les lacunes du rapport réalisé par le bureau d'étude. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est pourtant responsable du respect de l'arrêté dont il dispose pour exploiter la carrière. La mesure réalisée que partiellement, évoquée dans le précédent constat, ainsi que l'absence de mesure correctives constitue toujours en l'état une non-conformité dans le sens où ces éléments ne permettent pas de s'assurer du respect des prescriptions évoquées en page 42 du rapport de suivi.</p> <p>Concernant la fréquence des rapports de suivi, l'arrêté impose notamment un rapport à N+1, N+3 et N+5, soit en 2017, 2019 et 2021 (2016 étant considérée comme l'année N). Les échanges en salle ont mis en évidence l'absence de réalisation des suivis en 2019. Il ne peut être que constaté une non-conformité sans possibilité de régulariser a posteriori ce manquement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmission d'un protocole de suivis comme demandé au sein de l'arrêté préfectoral ; • transmission de l'ensemble des suivis réalisés depuis 2016, la DREAL ne disposant que du rapport de 2021 ; • apport des précisions sur le rapport de 2021, notamment au sujet de la mesure partiellement respectée présentée en page 42 du rapport, et proposition des actions correctives pour rendre cette mesure effective ; <p>Il est demandé à l'exploitant de renforcer le cahier des charges des études de suivis de manière à ce que les rapports répondent de manière exhaustive aux objectifs fixés au sein de l'arrêté préfectoral pour les prochains suivis.</p> <p>En outre, il est demandé à l'exploitant la réalisation d'un suivi en 2026 afin de disposer d'un rapport complet et actualisé sur les enjeux environnementaux et l'application des mesures ERC, afin de pallier en partie les carences identifiées précédemment. Il est à noter que ce suivi ne vient cependant pas modifier la fréquence des suivis indiquée par ailleurs dans l'arrêté préfectoral qui reste inchangée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>